

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Les-armes-nucleaires-une-menace>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°41 > **Les armes nucléaires : une menace pour la sécurité, pas une dissuasion !**

1er février 2009

Les armes nucléaires : une menace pour la sécurité, pas une dissuasion !

La dissuasion n'est plus ce qu'elle était ! C'est la conclusion à laquelle sont parvenus certains des maîtres d'oeuvre de la politique nucléaire de la guerre froide.

Les armes nucléaires ne sont pas seulement inadaptées pour répondre aux menaces de sécurité probables ou significatives auxquelles nous sommes confrontés au XXI^e siècle.

La réalité est bien pire puisque l'analyse des stratégies terroristes, des éventualités d'erreurs de calcul militaires et des possibilités d'accidents nucléaires laisse penser que les citoyens des États dotés d'armes nucléaires courent en fait des risques plus importants que ceux qui vivent dans des États non nucléaires. La fin de la guerre froide a introduit une équation de sécurité beaucoup plus complexe et plus incertaine, avec des bénéfices et des risques différents.

Qu'on ait été ou non un adepte de la dissuasion nucléaire pendant la guerre froide, il faut admettre qu'une analyse rationnelle de l'environnement stratégique actuel et prévisible indique que les armes nucléaires représentent (et représenteront) un risque croissant pour la sécurité de leurs détenteurs, et en aucun cas un atout ou un outil au service de leur sécurité.

Un texte spectaculaire

Dans un texte spectaculaire publié le 4 janvier 2007 dans le Wall Street Journal, les anciens secrétaires d'État américains Henry Kissinger et George Shultz, ainsi que William Perry, ancien secrétaire à la Défense, et Sam Nunn, l'influent président du Comité des relations extérieures du Sénat, ont reconnu que "le recours aux armes nucléaires présente des risques toujours plus grands pour une efficacité de plus en plus aléatoire(1)".

Le monde s'achemine vers une nouvelle ère nucléaire porteuse de grands dangers, plus instable, psychologiquement plus dérangeante, et économiquement encore plus coûteuse que ne l'était la dissuasion pendant la guerre froide.

Personne ne se risquera à accuser Kissinger, Shultz et les cosignataires du texte d'être "trop laxistes

sur les questions de défense”, un qualificatif que semblent redouter de nombreux politiciens. Pendant des décennies, Kissinger a été l’incarnation même du “réalisme” politique, la théorie selon laquelle les États sont en compétition pour le pouvoir dans un environnement international anarchique, sans déterminants moraux ou politiques autres que les intérêts égoïstes et les besoins de sécurité perçus. Il est donc intéressant que ces adeptes du réalisme politique en soient arrivés à la conclusion que “le monde s’achemine vers une nouvelle ère nucléaire porteuse de grands dangers” qui sera “plus instable, psychologiquement plus dérangeante, et économiquement encore plus coûteuse que ne l’était la dissuasion pendant la guerre froide(2)”.

La question n’est pas de savoir si la dissuasion est un concept utile en matière de défense, mais si les armes nucléaires représentent une composante applicable ou utile de la dissuasion(3). Même si Kissinger et Shultz ont pensé à un moment que l’arme nucléaire était utile à la dissuasion, ils reconnaissent maintenant qu’elle représente un important problème de sécurité qui aboutira plus probablement à une prolifération et à une utilisation par d’autres qu’à une dissuasion. La guerre froide a engendré différentes versions de dissuasion nucléaire, notamment : la dissuasion par interdiction, qui peut comporter une démonstration que les objectifs de l’agresseur ne seront pas atteints ; une dissuasion classique qui montre que tout gain éventuel acquis par une agression serait compensé par le coût infligé à l’agresseur ; une dissuasion par menace de représailles, qui est similaire à la dissuasion classique mais franchit un pas supplémentaire ; une dissuasion par la menace d’une destruction mutuelle assurée, telle qu’elle est censée avoir fonctionné entre les États-Unis et l’Union soviétique après la crise des missiles à Cuba ; la dissuasion étendue, où la menace d’utilisation des armes nucléaires par l’une ou plusieurs des parties empêche l’agression contre le sol national, les alliés, les forces militaires ou les “intérêts vitaux” ; et la dissuasion nucléaire minimale, dans laquelle la détention des armes nucléaires ne vise qu’à empêcher toute attaque ou utilisation d’armes nucléaires(4).

L’équivalence entre dissuasion et armes nucléaires est très récente et dangereusement trompeuse. En fait, la dissuasion est pratiquée depuis longtemps par des individus comme par des États et a contribué à la sécurité tant des plus faibles physiquement que des plus forts. La dissuasion repose sur une interaction complexe entre de nombreux instruments et peut agir à plusieurs niveaux. Les facteurs psychologiques, culturels et communicationnels jouent un rôle important, mais pas nécessairement prévisible, dans la dissuasion. La possibilité d’un échec fait partie inhérente de la dissuasion, comme pour tout concept militaire ou politique. Il est donc important d’avoir une position de repli dans laquelle un État ou au moins un nombre important de gens survivent et puissent retrouver la sécurité. Si l’échec de la dissuasion menace notre survie même, comme dans les doctrines de destruction mutuelle, il n’est pas seulement simpliste d’attribuer les propriétés fondamentales de la dissuasion à un seul système d’armes, c’est aussi extrêmement dangereux.

Dissuasion nucléaire : un tour de passe-passe rhétorique

Même si certains continuent de mettre au crédit des armes nucléaires le fait d’avoir dissuadé l’Union soviétique et d’avoir empêché une guerre directe entre les grandes puissances depuis 1945, il est au fond impossible de le savoir. Le général Lee Butler, de l’US Air Force, ancien commandant en chef du STRATCOM (US Strategic Command / Commandement stratégique américain) sous le président Bush père, décrivait la dissuasion nucléaire comme “un tour de passe-passe rhétorique, sous un emballage trompeur et vendu avec une publicité tapageuse(5)”. La dissuasion ne peut être prouvée que par la négative, c’est-à-dire si l’action qu’elle était censée dissuader a lieu, et il risque d’être trop tard à ce moment-là pour entreprendre une quelconque autre action. Nous savons maintenant qu’il y a eu pendant la guerre froide un certain nombre de situations dans lesquelles un conflit nucléaire a été évité de peu, ce qui laisse penser que d’autres facteurs importants étaient en jeu.

L’équivalence entre dissuasion et armes nucléaires est trompeuse : un pays possédant

des armes nucléaires pourrait devenir une cible plus intéressante pour une attaque terroriste extrêmement destructrice puisque le jeu des extrémistes pourrait être de provoquer des représailles nucléaires ou tout aussi disproportionnées...

Quand des États détenteurs d'armes nucléaires proclament que leur sécurité et leur dissuasion reposent uniquement ou principalement sur leurs armes nucléaires, ils font en fait la promotion des armes nucléaires et apportent une justification à quiconque cherche à en obtenir. Si ces armes de destruction massive sont si puissantes, comment les dirigeants d'un pays digne de ce nom pourraient-ils expliquer à leurs citoyens pourquoi il ne faudrait pas les acquérir et les déployer pour avoir la garantie d'une sécurité aussi merveilleuse ? Comment un dirigeant politique responsable pourrait-il justifier d'adhérer au Traité de non-prolifération (TNP) ou d'en rester signataire ? Heureusement, la réalité est différente. Les dirigeants qui font preuve de responsabilité sont ceux qui ont rejoint le TNP et ont reconnu que la prolifération des armes nucléaires est une menace pour la sécurité nationale et mondiale.

Pour les théoriciens de la dissuasion, il est nécessaire de faire croire à l'adversaire potentiel que la menace d'utiliser une arme nucléaire est crédible. Cela oblige à apporter la preuve que le pays est prêt à utiliser cette arme. Les détenteurs d'armes nucléaires ont donc élaboré toute une palette de doctrines et de politiques pour l'utilisation ou la menace de l'utilisation de ces armes. La plupart de ces doctrines, sinon la totalité, constituent une violation de l'Avis consultatif de la Cour internationale de justice de juillet 1996. L'Avis de la CIJ exclut tout particulièrement les politiques visant à une utilisation des armes nucléaires pour une attaque préventive ou des représailles, ainsi qu'une dissuasion basée sur le maintien de l'option d'utiliser des armes nucléaires en premier, de les utiliser même lorsque le pays n'est pas menacé par les armes nucléaires d'un adversaire, ou de les utiliser contre un État qui ne possède pas d'armes nucléaires.

Le stockage ou le déploiement des armes nucléaires, dont plusieurs milliers sont encore en état d'alerte immédiate, comportent aussi des risques d'erreur de calcul, d'accident ou de déclenchement involontaire. Votre arme devient alors l'instrument de votre propre destruction. Les armes nucléaires ne peuvent dissuader les idéologues extrémistes ou les terroristes, qu'ils soient étatiques ou non. Même Tony Blair, alors qu'il incitait la Chambre des communes à approuver le renouvellement du système d'armes nucléaires Trident au-delà de 2024, la limite de sa durée de vie actuelle, a admis : "Je ne pense pas que quiconque prétende que la dissuasion nucléaire indépendante offre une défense contre le terrorisme(6)."

Comme le remarquait un conseiller de haut niveau du ministère britannique des Affaires étrangères, le professeur Malcolm Chalmers, "loin d'être dissuadés par les armes nucléaires, les terroristes seraient ravis de provoquer des représailles avec des Trident, parfaitement conscients qu'ils sont de l'opprobre internationale qui retomberait ainsi sur la Grande-Bretagne7". En d'autres termes, un agresseur terroriste ne serait pas dissuadé par des armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive détenues par leurs pays cibles ou qui que ce soit d'autre. Au contraire, un pays possédant des armes nucléaires pourrait devenir ainsi une cible plus intéressante pour une attaque terroriste extrêmement destructrice puisque le jeu des extrémistes pourrait être de provoquer des représailles nucléaires ou tout aussi disproportionnées.

Bien que les effets épouvantables des armes nucléaires soient maintenant bien connus en raison des quelque 2 000 essais nucléaires et des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki en 1945, les politiciens et les gouvernements des pays nucléaires se dissimulent derrière les illusions confortables de leur dissuasion nucléaire et de leurs politiques de protection, et prétendent qu'ils possèdent des armes nucléaires pour éviter qu'elles soient utilisées.

Œuvrer à un monde sans nucléaire

La meilleure façon d'éviter l'utilisation des armes nucléaires est de les faire disparaître de la surface de la terre. Pendant la guerre froide, un tel objectif était qualifié d'impossible.

Actuellement, les choses sont en train de changer. L'ancien secrétaire général soviétique Mikhaïl Gorbatchev s'est joint à Kissinger, Shultz, Perry et Nunn pour appeler à des mesures concrètes pour commencer à œuvrer à un monde sans armes nucléaires. D'éminents dirigeants militaires, des chercheurs et des politiciens conservateurs ou progressistes du monde entier ont rallié cet objectif, même si certains ont exprimé des inquiétudes sur la façon dont il peut être réalisé.

Il peut être instructif d'appliquer, à l'instar des informaticiens, l'approche de "l'ingénierie inverse" pour résoudre le problème de l'abolition des armes nucléaires. En d'autres termes, supposons que nous sommes parvenus à un monde sans armes nucléaires et tentons maintenant de déterminer le chemin inverse et le meilleur itinéraire. Que s'est-il passé avant d'atteindre cet objectif ? Quelles étapes avons-nous dû franchir sur notre route, et à quels choix avons-nous été confrontés à chacune des étapes précédentes ?

Pour arriver à un monde sans armes nucléaires, nous devons veiller à ce que le monde devienne plus sûr. En dernière instance, il faudra des négociations multilatérales sur un traité ou un ensemble de traités (une convention sur les armes nucléaires d'une sorte ou d'une autre) qui codifiera dans le droit et la pratique à la fois l'interdiction d'acquérir et de se servir d'armes nucléaires à l'avenir, et l'élimination sans risque des arsenaux existants. Une attention toute particulière sera nécessaire pour vérifier que toutes les ogives et les vecteurs existants soient démantelés et éliminés de manière vérifiable. Les matières fissiles et les autres composants devront être stockés ou détruits de façon à ce qu'ils ne puissent pas être volés, réappropriés ou utilisés pour de futures armes. Tout ceci devra être fait de façon à réduire au minimum les risques pour l'environnement et notre santé, et à démontrer l'absence de fraudes ou de sorties du traité au dernier moment ("breakout"). Le modèle de Convention pour l'élimination des armes nucléaires élaboré il y a quelques années par des scientifiques, des juristes et des acteurs de terrain de la société civile ne doit pas être confondu avec cet objectif, mais il offre effectivement une vue d'ensemble utile des problèmes qui doivent être abordés(8).

Un nombre croissant d'études portent sur les dispositions techniques, politiques, militaires et juridiques nécessaires pour aller dans le sens d'un monde sans armes nucléaires(9). En déclarant vouloir que la Grande-Bretagne devienne un "laboratoire du désarmement", le secrétaire à la Défense Des Browne a confirmé la poursuite et le développement du projet de recherche sur la vérification du démantèlement des ogives nucléaires, qui avait été mené à l'usine nucléaire militaire britannique d'Aldermaston entre 2001 et 2005. La phase suivante fera intervenir une initiative de coopération technique avec plusieurs laboratoires de défense norvégiens et une ONG disposant d'une expertise en vérification (Vertic)(10).

Ces études sont utiles et nécessaires. Mais ce n'est pas l'existence des matières nucléaires ou du savoir faire de la bombe qui empêchent de faire rentrer à nouveau le génie nucléaire dans sa lampe, mais la valeur élevée encore accordée aux armes nucléaires, particulièrement par les États qui en sont détenteurs. Même s'il est vrai qu'on ne peut "désapprendre" les connaissances de base sur la fabrication de la bombe, le plutonium et l'uranium hautement enrichi qui servent aux explosions nucléaires ne se trouvent pas dans la nature et peuvent donc être contrôlés, retirés de la circulation et maintenus sous surveillance. La limitation des technologies nucléaires poserait moins de difficultés que pour les armes chimiques et biologiques, qui ont été interdites dans les deux cas en dépit de leur omniprésence et des applications civiles de beaucoup de leurs matières premières. Il est en outre plus réaliste de concevoir et de mettre en place un régime qui réussirait à interdire et limiter les technologies nucléaires militaires que d'essayer d'empêcher leur acquisition par des terroristes ou le "break out" d'un pays, en appliquant les messages confus du régime de non-prolifération actuel, qui établit une division entre les pays qui ont l'arme nucléaire et ceux qui ne l'ont pas.

Nous pouvons basculer du côté du désarmement nucléaire ou au contraire vers une prolifération accrue, peut-être fatale. Le choix est entre les mains des citoyens des principaux États nucléaires militaires : Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie.

Il faut s'appuyer sur le principe du "désarmement pour la sécurité" : en nous débarrassant des armes nucléaires, nous devons veiller à ce que la théorie de la dissuasion ne se vérifie pas. En d'autres termes, nous ne voulons pas voir davantage de guerres conventionnelles sanglantes remplacer les armes nucléaires. Un tel compromis ne serait pas souhaitable. Aussi, au fur et mesure que les armes nucléaires seront progressivement abolies, il sera important de réduire aussi le recours aux autres armes. Cela veut dire que nous devons adopter des stratégies de défense en rupture avec les anciens modèles de sécurité nationale agressive, dépendants de l'option militaire.

Le paradigme de la sécurité humaine, qui fait le constat de la nature internationale et transfrontalière des principales menaces pour l'existence humaine et la civilisation, commence déjà actuellement à supplanter le paradigme de la sécurité nationale des États en compétition. Nous devons accélérer l'adoption d'ententes sur la sécurité humaine, élaborer différents outils pour résoudre les conflits et bâtir la paix, et nous devons progressivement retirer aux armes leurs moyens financiers et technologiques au profit de la construction et du maintien de solutions coopératives.

Un choix entre les mains des citoyens

Pensons aux menaces de sécurité posées par le changement climatique, la pauvreté dans le monde et les pénuries de nourriture et d'eau, la criminalité transfrontalière, le terrorisme et les trafics internationaux : voilà les défis pour le XXIe siècle et au-delà. Détenir une avance au niveau des armes et des technologies militaires n'assure pas le succès là où c'est vraiment important, comme le montrent les guerres en Irak, en Afghanistan, au Liban et dans différents pays d'Afrique. Le matériel et la formation militaires traditionnels sont loin d'être aussi utiles que les compétences plus diversifiées nécessaires pour nourrir les populations, fournir l'énergie et le logement, gérer la police, recueillir le renseignement, reconstruire, créer une confiance dans les alternatives, remettre les enfants sur le chemin de l'école et proposer à leurs parents un travail productif. Lorsqu'il s'agit vraiment de sécurité, la guerre et les armes font partie du problème. Éviter une catastrophe nucléaire sera une victoire à la Pyrrhus si le monde continue de mener des guerres xénophobes et n'arrive pas à s'éveiller à la nécessité de coopérer pour éviter une catastrophe écologique.

Si nous appliquons l'outil stratégique de l'ingénierie inverse pour retrouver la voie de l'élimination totale de tous les arsenaux nucléaires, que les États nucléaires signataires du TNP ont accepté en mai 2000, il devient évident que nous avons atteint un point de rupture. Nous pouvons basculer du côté du désarmement nucléaire ou au contraire vers une prolifération accrue, peut-être fatale. Le choix est entre les mains des citoyens des principaux États nucléaires militaires : la Chine, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie. Allons-nous continuer à nous fier à la magie illusoire de la dissuasion, ou allons-nous déclarer que l'utilisation des armes nucléaires est un crime contre l'humanité, prendre des mesures concrètes en faveur de l'abolition des armes nucléaires et renforcer nos autres moyens de dissuasion et de sécurité ?

Rebecca JOHNSON

Directrice de The Acronym institute for Disarmament Diplomacy (Londres) et de la revue Disarmament Diplomacy

www.acronym.org.uk

Traduction : Jean-Luc Thierry

Source : Abolition des armes nucléaires • Stop essais n° 179

1. George P. Shultz, William J. Perry, Henry A. Kissinger, Sam Nunn et al. "A World Free of Nuclear

Weapons”, Wall Street Journal, New York, 4 janvier 2007. Henry Kissinger a été le secrétaire d’État du président Nixon dans les années 1960 et 70, George Shultz a été le secrétaire d’État du président Reagan dans les années 1980, William Perry a été le secrétaire à la Défense du président Clinton dans les années 1990 et Sam Nunn a pendant longtemps été le président du Comité des affaires étrangères du Sénat et un des artisans (avec le sénateur Richard Lugar) des initiatives législatives et politiques sur la “réduction concertée de la menace” (cooperative threat reduction) à la fin de la guerre froide.

Cette démarche est souvent qualifiée de “nouvelle initiative de Reykjavik” parce que Shultz et les autres en reviennent toujours au “quasi accord” sur le désarmement nucléaire entre les présidents Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev en 1986, ou “l’initiative Hoover” parce que les idées en ont d’abord été discutées à l’Institut Hoover de l’Université de Stanford.

2. Ibid.

3. On peut retrouver la plupart de ces arguments démystifiant la dissuasion nucléaire dans Rebecca Johnson, Nicola Butler et Stephen Pullinger, *Worse than Irrelevant ? British Nuclear Weapons in the 21st Century*, Acronym Institute, Londres, octobre 2006, disponible sur www.acronym.org.uk.

4. Pour une analyse intéressante de ces aspects de la dissuasion nucléaire et d’autres, voir Robert Green, *The Naked Nuclear Emperor : debunking nuclear deterrence*, Christchurch NZ, 2000.

5. Général de réserve Lee Butler, discours au National Press Club, Washington DC, 5 décembre 1996. À une autre occasion, il a traité la dissuasion nucléaire de “dialogue entre un aveugle et un sourd, issu d’une contradiction insurmontable”. Discours à l’IPPNW, Wellington, NZ, 2 octobre 1997.

6. House of Commons, Hansard, 19 octobre 2005, colonne 841.